

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mardi 11 septembre 2007 à 20h30

Convocation du 3 septembre 2007

L'an deux mil sept, le 11 septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice Mesdames et Messieurs : Bonnardel Alain, Clément Jean-Luc, Cornil Jean-Marc, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Raizin Stéphane

Sauf

Absent : André Garcin

Absent excusé représenté :

Galmiche Françoise représentée par Paul Claude

Ligozat Jeannin représenté par Bonnardel Alain

Luszczynski Sabine représentée par Michalinoff Jacques

Pelloux Suzanne représentée par Meunier Michel

Présents : 10 Votants : 14

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes.

Ordre du jour :

- Régularisation emprise voie communale N°2 St Laurent
- Convention commune de SIGOYER / Michel Robert (lotissement d'artisans)
- AEP Demande de raccordement M. CUQ
- Maison Lucie – Attribution du logement
- Redevance d'assainissement / demande de dérogation
- Travaux sur le réseau AEP
- Recherche de nouvelles ressources en eau potable (étude Téthys)
- Maison des associations (avancement du projet)
- Questions diverses

Le Maire demande que soient rajoutés deux points à l'ordre du jour : motion contre l'obligation de financement des écoles privées et avenant N°3 pour la maison des associations.

Puis il rappelle la triste date anniversaire du 11 septembre qui a bouleversé l'équilibre du monde, il remercie les membres présents et ouvre la séance.

- **Régularisation emprise voie communale N°2 St Laurent**

Cette régularisation à la demande des consorts Rambaud intervient après que les travaux de goudronnage ont été effectués sur la voie communale N° 2 «chemin de St Laurent». Il apparaît alors qu'une partie du chemin se trouve sur une parcelle appartenant aux consorts Rambaud. Les surfaces à échanger entre, d'une part, la commune de SIGOYER et d'autre part, les consorts Rambaud, seront définies par un document d'arpentage établi par un géomètre expert.

Les échanges auront lieu sans soulte, les frais de géomètre et notaire partagés par moitié entre la commune et les consorts Rambaud.

Adopté à l'unanimité

- **Convention commune de SIGOYER / Michel Robert (lotissement d'artisans)**

M. Le maire expose au conseil municipal qu'une convention doit être passée entre la commune de SIGOYER et M. Michel ROBERT concernant la zone classée UC dans le projet de plan local d'urbanisme pour la réalisation d'un lotissement d'artisans.

Il propose que M. Michel Robert, propriétaire de la parcelle ZE 155 incluse dans le périmètre UC participe au prorata des surfaces aménagées pour l'ensemble des équipements de la zone et donne lecture du projet de convention, il s'agira d'un premier engagement avec M. Robert pour un travail à définir avec les différents prestataires pour la réalisation de la viabilisation. En cas de financement par aides publiques, M. Robert ne pourra pas en bénéficier.

Adopté à l'unanimité

- **AEP Demande de raccordement M. CUQ**

M. le maire rappelle l'historique de cette affaire. Il s'agit d'un cabanon de vignes situé dans une zone classée NDa et ne pouvant bénéficier du raccordement du réseau d'AEP (décision politique des précédents élus). Les travaux réalisés par le propriétaire concernent l'enfouissement d'une fosse septique sans demande d'autorisation préalable et la rénovation du toit avec déclaration de travaux, en aucun cas, le propriétaire ne mentionne le changement de destination du bâtiment qui reste un cabanon de vignes.

Le maire rappelle que le PLU arrêté classe cette zone en NC (cabanons) qui stipule « Nc correspond à des "cabanons" (petits bâtiments anciens à usage agricole) où la réhabilitation du bâti est autorisée pour son intérêt patrimonial, sans création de logement ni raccordement aux réseaux». M. Le Maire propose un sursis à statuer pour ce dossier en attendant l'approbation du PLU.

Après débat, le conseil municipal à l'unanimité rejette la demande de M. CUQ.

- **Maison Lucie – Attribution du logement**

M. le maire propose de fixer le loyer à 580 € mensuel ; le logement, d'une surface habitable de 96 m², augmentée de la moitié des annexes, (soit une surface utile de 128 m²), bénéficiera d'une terrasse aménagée ainsi que d'un jardin d'agrément qui valorisent avantageusement l'immeuble. Le chantier sera terminé en décembre.

A. Gabanou aborde le problème de la proximité de la route et s'interroge sur la responsabilité du bailleur en cas d'accident. Le maire précise qu'une barrière de sécurité en bois sera mise en place par les services du Département sur une longueur de 40 mètres longeant une grande partie de la propriété. En cas de besoin, le locataire pourra à ses frais et sur déclaration au bailleur, clôturer la propriété.

M. Michel Meunier est chargé de mettre en place une commission communale d'attribution de logement (CCAL) qui définira les critères de sélection du locataire en toute objectivité. Les personnes intéressées se réuniront lundi 17 septembre à 20h30 en mairie, tous les membres du conseil seront convoqués.

- **Redevance d'assainissement / demande de dérogation**

Une demande d'exonération partielle de la redevance d'assainissement sur l'eau utilisée pour la confection du pain et de la pâtisserie, sur la base de 65 litres par jour ouvrable soit 21000 l par an est présentée par MM Rambaud, boulangers. En effet, une partie de l'eau consommée dans le cadre de leur activité artisanale, soit 21 m³ / an, selon leur propre estimation, n'est pas rejetée dans le réseau d'assainissement public mais dans l'atmosphère ; cela représente un coût d'environ 9€/ an, soit pour la partie variable de la redevance $0,40\text{€} \times 21 = 8,40\text{€}$.

Certains élus ont fait remarquer que les abonnés qui arrosent leur jardin avec l'eau communale sont dans la même situation et souvent pour des volumes plus importants selon les surfaces cultivées.

Par ailleurs, la boulangerie ne bénéficie pas d'un comptage différencié entre usage domestique et professionnel et les consommations ne peuvent pas être différenciées, or toute eau à usage domestique est soumise à redevance, M. Meunier rappelle que le règlement d'assainissement collectif approuvé le 26 avril 2005 prévoit les conditions de raccordement pour le rejet des eaux de déversement industriel., (chapitre III articles 17, 18 et suivants (Eaux industrielles), il peut y avoir abattement quand il ya de gros volumes d'eau et dans des conditions très spécifiques d'exploitation ; dans ce cas, et afin d'être exonéré de la redevance d'assainissement, l'établissement devra faire une demande de raccordement séparé. Compte-tenu de ces différentes considérations, des quantités d'eau consommées et que cette entreprise ne rentre pas dans la catégorie des exploitations agricoles et industrielles, les élus demandent la stricte application du règlement afin que l'équité entre les abonnés soit respectée.

A l'unanimité, le Conseil Municipal estime que toute dérogation est contraire au Règlement de Service, au Code Général des Collectivités Territoriales et à la Loi sur l'Eau.

Une réponse sera apportée dans ce sens.

- **Travaux sur le réseau AEP :**

Les travaux engagés débuteront mardi 12 septembre et seront réalisés par l'entreprise Abrachy d'après une étude du bureau Planetec (M. Peigné). C'est la CCTB qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

Remerciements à M. Meunier qui suit le dossier depuis les demandes d'autorisations de passage jusqu'au suivi de chantier. 2 autorisations de passage n'ont pu être obtenues.

Le maire fait part de la réception en mairie du rapport d'étude Téthys sur la recherche de nouvelles ressources en eau, à consulter en mairie.

- **Maison des associations (avancement du projet)**

L'avancement du projet est présenté par S. Duc, maître d'œuvre, la consultation des entreprises est entamée, 25 dossiers ont été retirés pour 10 lots. La date de remise des offres est fixée au lundi 17 septembre à midi à la CCTB.

Une première CAO (commission d'appel d'offres) fera l'ouverture des plis, puis l'analyse des offres conduira à une deuxième CAO qui déclarera les attributaires de lots.

Si le marché se révèle infructueux, un deuxième appel d'offres sera lancé.

Le financement est évoqué par le Maire. Il rappelle qu'une proposition d'avenant N°3 qui porterait le coût total HT de l'opération de 380800 € à 405 000 € est demandée par la CCTB après recalcul des coûts du projet. S. Duc, maître d'œuvre, s'en étonne. Les conseillers municipaux refusent toute nouvelle augmentation du projet, les travaux seront réalisés suivant l'enveloppe votée précédemment soit 380 800 € HT.

M. Le maire expose au conseil municipal qu'il y a lieu de désigner les membres de la commission d'appel d'offres pour les marchés concernant la réalisation de l'opération « maison des associations ».

Cette commission présidée par le Maire sera composée des membres suivants :

Titulaires	Suppléants
<i>Président</i> : Alain BONNARDEL	Jeannin LIGOZAT
<i>Membres</i> : Michel MEUNIER	Jacques MICHALINOFF
Vincent FERNANDEZ	Jean-Marc CORNIL
Stéphane RAIZIN	Françoise GALMICHE

Les membres de la CAO désignés sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Questions diverses :

Travaux au cimetière : le nouvel aménagement sera opérationnel à la Toussaint avec réalisation du columbarium et jardin du souvenir.

Le maire demande qu'une commission s'attache à l'élaboration d'un règlement du cimetière, obligatoire pour les collectivités locales dans le cadre de l'exercice du pouvoir de police des cimetières communaux.

Courrier Mme Jaubert Emmanuelle :

Souhaite pouvoir enterrer le réseau d'évacuation d'eaux pluviales de son habitation sur le domaine public, quartier St Laurent, avec regards de visite. Accordé

Demande Garnier Gilbert :

Afin de régulariser l'emprise de la voie communale n°9, créée lors du remembrement, M. Garnier a cédé à la commune du terrain au quartier des Courtès ; cette cession qui a fait l'objet d'un acte notarié le 14 janvier 1999 ne comportait ni soulte, ni contrepartie.

M. Garnier souhaiterait aujourd'hui que lui soit rétrocédé l'ancien chemin communal désormais classé chemin rural vert (CRV31). Le conseil municipal à l'unanimité refuse cette rétrocession et souhaite s'en tenir aux termes de l'acte.

Pont de Baudon :

Dans le cadre de l'amélioration de la desserte routière, le département a programmé la réfection du pont de Baudon sur la RD19.

Le conseil général informe qu'il n'y aura pas de déviation, trop onéreuse (83000 € soit 25 % du coût total de l'opération).

Les travaux pourront débuter fin octobre ou reportés au printemps, environ 4 semaines d'interruption du passage sont à prévoir, un cheminement piétonnier sera réalisé.

Financement des écoles privées :

Une motion préparée par Michel Meunier est présentée, qui :

- **rappelle** que la loi du 25 janvier 1985 avait posé le principe que la répartition des dépenses de fonctionnement pour la scolarisation d'enfants dans un établissement privé sous contrat d'une autre commune devait se faire par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence. L'article 89 de la loi du 13 août 2004, obligeant les communes à participer aux dépenses de fonctionnement des élèves scolarisés dans une école privée extérieure à la commune a été annulé pour vice de forme par le Conseil d'Etat suite à de nombreuses contestations en particulier des maires ruraux et de l'Association des Maires de France.

- **constate malgré cela, qu'en** application de la nouvelle circulaire d'application N° 07-0448 du 6 août 2007 du ministre de l'Education nationale, les communes ont obligation de participer au financement des écoles privées sous contrat, confessionnelles ou commerciales, au prorata des élèves de chaque commune scolarisés dans ces écoles. En cas de désaccord, le montant de ce financement sera désormais fixé par l'Inspecteur d'Académie et le Préfet.

- **remarque** que cette circulaire instaure une disparité de traitement entre l'enseignement public et les écoles privées au détriment du premier dans la mesure où la participation financière de la commune devient obligatoire pour les écoles privées (même si la circulaire préconise la recherche de l'accord des communes intéressées) et reste facultative pour les écoles publiques soumises à l'accord entre les deux communes.

- **redoute** la difficulté à gérer les effectifs des écoles rurales et de ce fait remettre en cause la pérennité même des écoles publiques des villages, pour qui l'école est souvent la seule institution qui subsiste après la fermeture de nombreux services publics.

- **rappelle** que la commune de SIGOYER finance les équipements et le fonctionnement de l'école publique maternelle et élémentaire pour tous les enfants de la commune en âge d'être scolarisés sans aucune discrimination. De plus, l'école et les enseignants participent activement à la vie locale dans le cadre des animations et manifestations diverses.

- **rappelle** son attachement au principe d'un accord préalable du maire pour une scolarisation hors de la commune et ne peut accepter de perdre la maîtrise de l'organisation scolaire locale en étant dépossédé de toute autorisation à donner pour les écoles privées sous contrat.

- **conteste** l'obligation de financer des écoles privées sous contrat situées dans d'autres communes même si des enfants dont les parents résident à SIGOYER, y sont scolarisés pour convenances personnelles.

- **donne** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Cette motion sera adressée à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, à Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes, à Monsieur l'Inspecteur d'académie Directeur des Services d'Enseignement des Hautes-Alpes, au Président de la Communauté de Communes de Tallard-Barcillonnette et au Maire de la ville de Tallard.

Adopté à l'unanimité par le conseil municipal

Réunion publique : le maire propose qu'une réunion publique sur le thème de l'eau soit envisagée avant la fin de l'année.

Eclairage public : S Raizin demande mandat pour récupérer du matériel d'éclairage public, accordé

Circulation sur les trottoirs : Par décision du conseil municipal, un courrier sera envoyé aux riverains qui ne respectent pas la libre circulation sur les trottoirs et en entravent l'accès.

La séance est levée à 23 h42

Délibérations du conseil municipal :

- Régularisation emprise voie communale N°2 St Laurent
- Convention commune de SIGOYER / Michel Robert (lotissement d'artisans)
- Commission d'appel d'offres (maison de la station)
- Motion contre l'obligation de financement des écoles privées

Lu et approuvé, les conseillers municipaux,